



**Décision n° CODEP-OLS-2017-031175 du Président de l’Autorité de sûreté nucléaire du 28 juillet 2017 autorisant Electricité de France – société anonyme (EDF-SA) à modifier temporairement de manière notable les modalités d’exploitation autorisées de l’installation nucléaire de base n° 128, située sur les communes de Belleville-sur-Loire et de Sury-près-Léré (Cher)**

Le Président de l’Autorité de sûreté nucléaire,

Vu le code de l’environnement, notamment son article L. 593-15 ;

Vu le décret du 15 septembre 1982 autorisant la création par Electricité de France de deux tranches de la centrale nucléaire de Belleville-sur-Loire dans le département du Cher ;

Vu le décret n° 2004-1321 du 29 novembre 2004 autorisant Electricité de France à modifier le périmètre de l’installation nucléaire de base n° 128 du centre nucléaire de production d’électricité de Belleville ;

Vu le décret n° 2007-1557 du 2 novembre 2007 modifié relatif aux installations nucléaires de base et au contrôle, en matière de sûreté nucléaire, du transport de substances radioactives, notamment ses articles 4 et 26 ;

Vu l’arrêté du 7 février 2012 modifié fixant les règles générales relatives aux installations nucléaires de base ;

Vu la demande d’autorisation de modification notable transmise par le courrier référencé D5370 SSQ/FAX-2017-016 du 22 mai 2017 relatif à la réalisation des tests des filtres absolus sur le système de ventilation de la salle de commande ;

Considérant que, par le courrier du 22 mai 2017 susvisé, Electricité de France – société anonyme (EDF-SA) a déposé une demande de modification temporaire et notable des modalités d’exploitation autorisées de l’installation nucléaire de base n° 128 ; que cette modification constitue une modification notable des modalités d’exploitation de son installation relevant du régime d’autorisation de l’ASN régi par l’article 26 du décret du 2 novembre 2007 susvisé,

## **Décide :**

### **Article 1<sup>er</sup>**

Electricité de France – société anonyme (EDF-SA), ci-après dénommée « l'exploitant », est autorisée à modifier l'installation nucléaire de base n° 128 dans les conditions prévues par sa demande du 22 mai 2017 susvisée.

### **Article 2**

La modification autorisée par la présente décision devra être mise en œuvre au plus tard au 31 décembre 2017.

### **Article 3**

La présente décision peut être déférée devant le Conseil d'État :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification,
- par les tiers, dans un délai de quatre ans à compter de sa publication.

### **Article 4**

Le directeur général de l'Autorité de sûreté nucléaire est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera notifiée à Electricité de France – société anonyme (EDF-SA) et publiée au *Bulletin officiel* de l'Autorité de sûreté nucléaire.

Fait à Orléans, le 28 juillet 2017.

Pour le Président de l'Autorité de sûreté nucléaire  
et par délégation,  
Le chef de division

Signée par Pierre BOQUEL